

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 32 (1982)
Heft: 1

Buchbesprechung: Un siècle d'Union syndicale suisse 1880-1980 / Le syndialisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980 [Philippe Garbani]

Autor: Vuilleumier, Marc

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un siècle d'Union syndicale suisse 1880-1980. Fribourg, Office du Livre S.A., 1980.
271 p., ill.

PHILIPPE GARBANI, JEAN SCHMID, *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980.* Lausanne, Editions d'en bas, 1980. 262 p., ill.

Le centenaire de l'Union syndicale suisse (USS), en 1980, nous a valu la parution de deux livres qui doivent être examinés d'un double point de vue: pour leur contribution historiographique tout d'abord, mais aussi en tant que documents historiques, témoignant, à leur manière, de l'idée que leurs auteurs se font du syndicalisme et de son passé en 1980. Le premier est l'ouvrage officieux, sinon officiel, qui fait pendant à celui publié par l'USS en 1930, pour son cinquantenaire. La comparaison entre les deux est instructive: en 1930, le gros volume officiel (786 pages à la composition serrée) est édité en allemand et en français par l'USS elle-même qui le diffuse auprès de ses militants (les derniers exemplaires de l'édition française se vendront à prix réduits jusque vers la fin des années 1950). Cette «histoire du mouvement ouvrier et de l'organisation syndicale en Suisse» avait été rédigée exclusivement par des syndicalistes. Si toutes les contributions n'étaient pas de la même valeur, si l'ouvrage manquait d'ordre et de cohérence, certaines de ses parties ont constitué jusqu'à aujourd'hui des contributions historiques tout à fait valables. Histoire de l'organisation beaucoup plus qu'histoire de la classe ouvrière, un tel livre constituait, pour reprendre les termes de Georges Haupt, une source de légitimation en même temps qu'un instrument de justification, d'autojustification. L'exaltation des luttes d'autrefois, le juste hommage rendu aux pionniers montraient le développement du syndicalisme avec, certes, ses défaites et ses reculs momentanés, mais dans la perspective d'un mouvement général ascendant, aboutissant à l'USS de 1930. On n'était pas tendre pour ceux qui avaient préconisé d'autres tactiques, d'autres formes d'organisation: libertaires de la première Internationale, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, communistes; dans cette histoire édifiante, ils tenaient le rôle du traître, et on le leur montrait bien.

En 1980, l'ouvrage du centenaire ne fait pas le poids à côté de celui de 1930; mais il compense le petit nombre de ses pages par ses couleurs, sa riche illustration, sa typographie des plus aérées, son apparence «luxueuse». De larges marges, le tiers de la page, où l'on trouve la légende des illustrations et de petits textes, sur fond coloré, qui n'ont souvent aucun rapport avec les sujets traités en regard. Bref, comparé à son prédécesseur de 1930, le véritable livre-objet.

Sa sortie n'est pas due à l'USS mais à l'initiative d'une maison d'édition filiale d'un des grands trusts de la presse, du livre et de la distribution. Une bonne affaire, d'ailleurs, l'USS achetant au départ % du tirage de 3000 exemplaires, aujourd'hui épuisé. Ce volume officieux a cependant été tiré sur les presses d'une imprimerie socialiste. Contrairement à celui de 1930, il ne paraît qu'en français, la Suisse allemande se contentant d'une réédition mise à jour des tableaux synchroniques établis par Willy Keller, l'ancien archiviste de l'USS: *Zeittabellen von 1880-1978*, Bern, USS, 1980. Autre différence: les auteurs. Outre les syndicalistes, l'ancien conseiller fédéral Tschudi, on y trouve des universitaires, socialistes ou syndicalistes, mais aussi un éminent professeur se réclamant de la famille démocrate-chrétienne, œcuménisme inconcevable cinquante ans auparavant.

A cette époque, on n'aurait pas parlé, comme le fait H.-P. Tschudi dans son avant-propos, de «l'Etat social que nous connaissons aujourd'hui» (p. 13); d'ailleurs tous les syndicalistes seraient loin de souscrire à son appréciation sur le droit du travail en Suisse, «plus développé et plus social dans son esprit que le droit analogue en vigueur dans les pays voisins» (p. 14). Les autres auteurs «officiels», s'ils reconnaissent une accélération du progrès social au cours de ces trente dernières années, affirment la nécessité, pour les syndicalistes, de maintenir une pression constante.

Autre différence: les perspectives d'avenir. Si, en 1930, on ne les évoquait guère, tout au moins dans le volume anniversaire, Jean Clivaz, en 1980 secrétaire romand de l'USS, y consacre une quinzaine de pages où l'on trouvera un exposé fort clair des conceptions que le syndicalisme suisse se fait de lui-même et de son rôle dans la société d'aujourd'hui. L'idée du mouvement ascendant subsiste, mais sans celle d'un saut qualitatif, d'un bouleversement révolutionnaire. Un pragmatisme prudent, tempéré cependant par une certaine inquiétude devant l'évolution de la technique et un certain raidissement patronal. Cette conception générale du syndicalisme, on la trouvera analysée fort clairement dans la contribution du politologue Jean-Noël Rey, qui marque bien les raisons du petit tournant de 1972 «vers une politique plus dynamique» et expose le rôle du syndicat dans une «société industrielle avancée».

Examinons maintenant les contributions plus historiques. En fait, la séparation entre les deux groupes n'est pas absolue, car la répartition des matières, à l'intérieur du volume, est plus thématique que chronologique. D'où de nombreuses redites, des compilations sans intérêt (sur l'histoire de l'organisation syndicale internationale, par exemple) et de nombreux points sur lesquels les auteurs passent comme chat sur braise (attitude de l'USS face à la question des retraites populaires et du deuxième pilier, p. 112, par exemple) ou que l'on élimine totalement (la lutte anti-communiste et l'épuration de 1956-1957). Car, et c'est encore une différence avec 1930 où l'on polémiquait ouvertement contre ses adversaires, le livre de 1980 a le bon ton de n'en rien faire: on se permet tout au plus des allusions; les conflits sont gommés, le passé aseptisé.

C'est l'impression qui se dégage à la lecture de l'introduction générale: l'USS dans la société helvétique. Evoquer un siècle de syndicalisme en 17 pages de texte n'était pas facile, mais le professeur Roland Ruffieux s'en est tiré avec le brio dont il avait déjà fait preuve en d'autres publications commémoratives bien diverses. Montrant les grandes lignes des transformations du syndicalisme: révolutionnaire (avec un point d'interrogation) jusqu'en 1918, pacificateur jusqu'en 1943, gestionnaire depuis, il estime que celui-ci a contribué à élargir la démocratie helvétique. L'ennui, c'est que cette vaste fresque laisse de côté toute la problématique du mouvement, les moments où des stratégies diverses se sont opposées et les modalités du triomphe de l'une sur les autres. C'était presque inévitable en si peu de pages, mais malheureusement ces questions n'apparaissent pas dans les autres contributions.

Une seule exception, le chapitre «femmes et syndicats», dû à Annick Mahaïm et Ursula Gaillard-Christen, qui, bien que trop centré sur Margarete Faas, apporte quelque chose de nouveau et pose un certain nombre de problèmes toujours actuels. La contribution intitulée «le syndicalisme instrument de culture» (Beat Weber) dérape très vite vers l'histoire institutionnelle de la Centrale suisse d'éducation ouvrière et de ses annexes sans que soit jamais posée la question du contenu même de cette culture. Si, entre 1920 et 1930 encore, des militants syndicalistes et socialis-

tes envisageaient hardiment la possibilité de développer une autre culture fondée sur le travail et les valeurs nouvelles créées par le mouvement ouvrier, le souvenir même semble s'en être estompé, aujourd'hui.

Peu avant la sortie de l'ouvrage officieux, un petit éditeur à coloration populiste lançait son brûlot: un livre, d'apparence beaucoup plus modeste, qui entendait, lui aussi, marquer le centenaire à sa manière. Ses auteurs: un psychiatre et un sociologue, syndicalistes du rang. Leur but avoué: expliquer, par l'histoire, l'une des caractéristiques essentielles de l'appareil syndical actuel: son inertie, sa tendance à décourager les initiatives de la base et à faire prévaloir en toute occasion la collaboration sur la confrontation avec le patronat et les autorités. Une histoire critique, donc, se refusant au découpage en tranches thématiques qui facilite les manipulations de toutes sortes. Mais une histoire qui se refuse à valoriser indûment certaines formes de lutte (grève générale par exemple) ou à surestimer tout ce qui est révolte ou contestation.

Suivant une stricte chronologie et une périodisation classique, l'ouvrage est relativement équilibré, même s'il privilégie quelque peu la période directement contemporaine: 9,6% du texte des origines à 1880; 17,5% de 1880 à 1918; 16,7% jusqu'en 1937; 28,7% jusqu'en 1970; 18% jusqu'à nos jours. Malheureusement, on ne s'improvise pas historien et, si méritoire que soient les efforts de notre psychiatre et de notre sociologue dans cette voie, leur documentation présente plus d'une lacune et leur compréhension des transformations économiques et sociales demeure bien limitée. Aussi ne parviennent-il pas à retracer d'une manière convaincante la formation de la classe ouvrière et ses particularités proprement suisses. Trop souvent, prisonniers de leurs lectures restreintes (ils ne semblent pas connaître les ouvrages de R. Braun), ils passent à côté de l'essentiel pour se perdre dans des détails peu significatifs et leur exposé prend parfois un tour livresque. Quand ils abordent l'histoire des organisations, ils se bornent à aligner les faits et les gestes de quelques dirigeants, les résolutions de congrès et des listes de grèves ou de manifestations, sans réussir à montrer les relations entre eux et à reconstituer dans ses grandes lignes la totalité de ce mouvement ouvrier.

Passons sur quelques jugements surprenants; ainsi quand les auteurs se demandent «comment en est-on arrivé petit à petit à éléver au rang de super-star du socialisme pré-marxiste helvétique un illuminé comme Wilhelm Weitling, prolixe et ridicule» (p. 11); sur une ou deux bourdes: le conseiller national grisons C. Decurtins qualifié d'«abbé Decurtins»! Relevons que les transformations de la classe ouvrière et du syndicalisme, entre la fin du XIXe et 1914, ne sont pas non plus saisies dans leurs rapports et que les auteurs se perdent dans une foule de détails, par ailleurs intéressants, s'ils étaient réellement mis en situation. Curieusement, le syndicalisme révolutionnaire de la Suisse romande est négligé et les quelques travaux qui lui ont été consacrés ignorés.

Même pour la période de la première guerre mondiale, pourtant relativement bien connue, des défauts analogues apparaissent. De ce fait, cette histoire critique, si elle apporte quelques éléments nouveaux, surtout dans sa dernière partie, ne tient guère ses promesses et retombe souvent dans les travers que ses auteurs critiquaient chez leurs prédécesseurs.

La période 1939-1980, dont le champ n'a encore guère été travaillé, constitue, à nos yeux, les chapitres les plus intéressants. On y trouve tout ce qui ne figure pas dans l'ouvrage officieux de l'USS, c'est-à-dire un tableau critique mais cohérent de la politique menée par les directions syndicales ainsi que la chronique des actions

directes engagées contre la volonté de ces directions (avec ce que cela suppose de surestimation de l'influence et de l'importance des groupes contestataires de la nouvelle extrême-gauche, auxquels on ne consacre pas moins de quatre pages). Les auteurs sont plus à leur aise en cette dernière période qu'ils connaissent par leur propre expérience. On en vient à regretter qu'ils ne se soient pas concentrés sur elle, en lui donnant d'autres développements, quitte à abandonner ce qui précède.

Le bilan historiographique de ce centenaire de l'USS s'avère donc fort décevant. Pourtant, l'histoire de cette organisation demeure encore mal connue; que sait-on de ses débuts, de ses premières crises, de sa réorganisation de 1908 et des longues discussions qui l'ont précédée? Rien de précis. Garbani et Schmid ont parfois tenté de remonter aux sources, mais d'une manière beaucoup trop incomplète. Les positions des adversaires, l'objet même des conflits sont souvent estompés et, faute d'une analyse sérieuse de l'ensemble des documents (procès-verbaux et rapports, articles de presse ...), on en est réduit à répéter plus ou moins heureusement ce qui s'est écrit précédemment. Pourtant, un travail sans prétention montre bien ce qui pourrait être facilement réalisé: **BERNARD DEGEN**, *Richtungskämpfe im Schweizerischen Gewerkschaftsbund 1918-1924*. Zürich, Verlag Reihe W, 1980. 147 p. Certes, le point de vue est restreint et la recherche limitée, l'auteur nous en avertit (il s'agit d'un mémoire de licence bâlois remanié), mais son récit, purement événementiel, centré sur des années décisives pour l'orientation du mouvement ouvrier suisse, apporte plus à l'historiographie que les deux ouvrages examinés plus haut. Ajoutons que des travaux analogues seront grandement facilités par la bibliographie d'**EMMA RIBBE-OCHSNER**, *Der Schweizerische Gewerkschaftsbund und seine Verbände. Bibliographie der Zeitungen, Zeitschriften, Tätigkeitsberichte, Protokolle und Schriftenreihen. Diplomarbeit der Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare* Zürich 1979. Zürich, Sozialarchiv, 1980, V + 120 + 12 p.

Autre défaut, commun à toutes les études sur le mouvement syndical parues jusqu'à présent et sans doute inévitable en un premier temps: on se limite beaucoup trop à une histoire de l'organisation, des idées qui s'y affrontent et on perd de vue ce qui est à la base des syndicats: la classe ouvrière. La nouvelle orientation qui est apparue dans l'histoire sociale depuis quelques années ne s'est encore guère fait sentir chez nous, si ce n'est avec l'ouvrage novateur de **RUDOLF VETTERLI**, *Industriearbeit, Arbeiterbewusstsein und gewerkschaftliche Organisation*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1978, 344 p. (cf. *RSH*, 1979, 2, p. 484-485). A partir de l'étude attentive des conditions de travail, de la composition de la main-d'œuvre et de leurs variations au sein de la fonderie Georg Fischer de Schaffhouse, l'auteur a réussi à montrer concrètement comment s'articulaient luttes ouvrières et organisation syndicale de 1890 à 1930. Malheureusement, Garbani et Schmid ont ignoré ce livre qui aurait pu beaucoup leur apporter. C'est pourtant la voie qu'il ouvre qui pourrait s'avérer la plus fructueuse. Certes, on ne trouvera pas toujours, et de loin des conditions aussi favorables: les archives de l'entreprise (et pas n'importe laquelle!) et celles des organisations syndicales à peu près complètes! Néanmoins, des travaux sur d'autres usines, sur une région de monoindustrie, sur un métier seraient sans doute possibles. Eux seuls, en descendant à la base, en s'efforçant de nous faire revivre l'expérience concrète de l'ouvrier, nous permettraient de mieux comprendre, dans ses périodes successives, la naissance et le développement de l'organisation professionnelle, ce que ses membres en attendaient et dans quelle mesure elle a répondu à leurs aspirations.

Genève

Marc Vuilleumier